



**HAL**  
open science

# Cuba et la Colombie, leurs d'espoir d'une Amérique latine en pleine tourmente

Olivier Dabène

► **To cite this version:**

Olivier Dabène. Cuba et la Colombie, leurs d'espoir d'une Amérique latine en pleine tourmente. Les Études du CERI, 2015, Amérique latine - L'année politique 2015 (217-218), pp.4 - 8. hal-03470014

**HAL Id: hal-03470014**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03470014>**

Submitted on 8 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Introduction

### Cuba et la Colombie, leurs d'espoir d'une Amérique latine en pleine tourmente

Olivier Dabène

L'annonce du rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis le 17 décembre 2014 a balayé le dernier vestige de la guerre froide sur le continent. L'administration américaine n'a pas abandonné pour autant son objectif de démocratiser le régime cubain, mais change de méthode, actant l'échec de l'embargo. L'année 2015 a connu une intense activité diplomatique. Les images de la rencontre entre Barack Obama et Raúl Castro au sommet des Amériques d'avril 2015 à Panama et celles de la levée des drapeaux dans les nouvelles ambassades respectives ont marqué les esprits<sup>1</sup>.

L'autre image de l'année est celle du président colombien Juan Manuel Santos serrant la main du dirigeant des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) Ricardo Londoño, alias Timochenko, le 23 septembre à La Havane. La signature d'un accord prévoyant la création d'une « juridiction spéciale pour la paix » et la conclusion des négociations annoncée dans un délai de six mois justifiaient une telle mise en scène. Les Colombiens retrouvent espoir<sup>2</sup>.

Les capitales du continent ont unanimement célébré ces événements, à un moment où l'absence de croissance économique, l'insécurité, et surtout les scandales de corruption exaspèrent les opinions publiques et fragilisent les gouvernements.

L'Amérique latine se trouve en effet engluée dans une crise de gouvernabilité. La plupart des président(e)s sont tétanisé(e)s par des niveaux de popularité obstinément orientés à la baisse. Certain(e)s se battent même pour leur survie, faisant face à d'imposantes mobilisations sociales.

Au Brésil, les secteurs conservateurs, battus en 2014 pour la quatrième fois d'affilée aux élections présidentielles, orchestrent la déstabilisation de la présidente Dilma Rousseff. Maladroite avec les poids lourds de sa coalition, et notamment avec le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), tenue en partie responsable des scandales de corruption qui n'en finissent pas de secouer le pays<sup>3</sup>, et confrontée à une sévère récession économique, la présidente entame son deuxième mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2015 dans les pires conditions. Le procureur de la République Rodrigo Janot s'interroge sur le degré de connaissance qu'avait Dilma Rousseff des détournements de fonds lorsqu'elle présidait le conseil d'administration de la compagnie pétrolière Petrobras pendant les années 2000, et des voix s'élèvent des manifestations de rue pour réclamer l'ouverture d'une procédure de destitution. La popularité de la présidente touche le fond en août-septembre 2015 avec seulement 8 % d'opinions favorables contre 42 % en décembre 2014, au terme de son premier mandat. En octobre, elle est contrainte de remanier son gouvernement en offrant davantage de portefeuilles ministériels à son encombrant allié, le PMDB. Une sorte de cohabitation s'installe qui ralentit la sortie de crise économique.

Au-delà du sort de la présidente, l'opération anticorruption « *Lava-Jato* » dévoile les relations collusives que le monde politique entretient avec les grandes entreprises. L'ancien président Lula est menacé, et l'arrestation spectaculaire le 19 juin 2015 du président d'Oderbrecht, première entreprise de travaux publics d'Amérique latine, a valeur de symbole. Le juge fédéral Sérgio Moro, qui instruit l'enquête

---

<sup>1</sup> Lire l'analyse de Marie-Laure Geoffray dans ce volume.

<sup>2</sup> Lire l'analyse de Frédéric Massé dans ce volume.

<sup>3</sup> Scandales qui frappent notamment la compagnie pétrolière Petrobras, dans des proportions inédites dans l'histoire du pays (*petrolão*) (voir l'analyse de Marilde Loiola de Menezes dans ce volume).

sur Petrobras est un héros pour beaucoup. Le *Mani Pulite*<sup>4</sup> à la brésilienne laissera des traces durables sur le paysage politique du pays.

Au Chili, une autre présidente est en grande difficulté. Triomphalement élue en décembre 2013, Michelle Bachelet avait pourtant connu une première année plutôt favorable, avec notamment l'adoption d'une réforme fiscale. L'année 2015 débute par une série de scandales de corruption dont l'un concerne son propre fils. Elle tente de reprendre la main en procédant à un remaniement ministériel le 21 mai, mais en vain. En juin, 68 % des Chiliens ont une opinion négative de la présidente. Seul son prédécesseur Piñera avait fait pire, au moment des grandes mobilisations étudiantes d'août 2011. Le Chili réputé vertueux n'en revient pas de se découvrir aussi corrompu que ses voisins. Le cauchemar de Michelle Bachelet a été un temps interrompu par la victoire du Chili face à l'Argentine en finale de la Coupe América de football le 4 juillet. Un répit de courte durée. Le Chiliens sont étonnamment exaspérés et rejettent en masse toute la classe politique, créant un climat favorable à l'émergence d'un outsider pour les prochaines échéances électorales.

Au Pérou, le président Ollanta Humala, comme la plupart de ses prédécesseurs, n'a jamais bénéficié de soutiens majoritaires dans l'opinion publique. Sa cote de popularité tombe sous les 10 % en octobre 2015, son chiffre le plus bas depuis le début de son mandat. Un an avant les élections d'avril 2016, face au mécontentement généralisé, il est même soupçonné par une presse qui l'a toujours malmené de vouloir réaliser un coup de force rappelant celui de Fujimori en 1994. Le « *ollantazo* » serait sa réponse aux velléités de coup d'Etat de la droite radicale<sup>5</sup>. Le climat social péruvien est affecté par des mobilisations contre les projets miniers du gouvernement. Dans une conjoncture où les recettes d'exportation sont en baisse, le pays cherche à attirer des investisseurs pour accroître sa capacité productive. En 2015, le projet Tía María (cuivre), comme celui de Conga (or) en 2010-2011, suscite une vive résistance des secteurs paysans affectés dans le département d'Arequipa. Fin mai, une grève générale provoque la militarisation de huit départements du pays (Apurímac, Ayacucho, Cajamarca, Cusco, Moquega, Puno et Tacna), comme aux pires heures de la lutte contre le Sentier lumineux il y a vingt ans. Ollanta Humala, qui s'était engagé durant sa campagne à consulter systématiquement les populations concernées par les projets, a finalement privilégié l'industrie extractive, suscitant la colère des mouvements sociaux qui réclament en 2015 une déclaration de « vacance » du pouvoir<sup>6</sup>. Le mandat d'Humala s'achève en juillet 2016.

L'Amérique centrale est elle aussi en proie à une intense agitation sociale, à tel point que l'image d'un « printemps centraméricain » est évoquée<sup>7</sup>. Des manifestations hebdomadaires débutent au Guatemala le 25 avril 2015 pour protester contre la corruption au sein du gouvernement, provoquant la démission de la vice-présidente Roxana Baldetti. De son côté, le président Otto Pérez Molina, qui avait terminé la première année de son mandat en 2013 avec plus de 70 % d'opinions favorables, est désavoué en mai 2015 par 61 % des Guatémaltèques. Il tente en vain de survivre jusqu'à la fin de son mandat. La publication en juillet d'un rapport sur le financement de la politique, élaboré par la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), apporte des preuves de l'emprise des groupes criminels sur les campagnes électorales<sup>8</sup>. Le 31 août, le Congrès retire au président Pérez Molina son immunité et celui-ci démissionne le 2 septembre.

---

<sup>4</sup> Dans l'Italie du début des années 1990, l'opération « mains propres » avait liquidé les partis traditionnels, la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste.

<sup>5</sup> Voir par exemple : A. Álvarez Rodrich, « El riesgo del 'Ollantazo' », *La Republica*, 2 juin 2015.

<sup>6</sup> *Vacancia presidencial* : disposition prévue dans l'article 113 de la Constitution péruvienne. La présidence peut être déclarée « vacante » si le Congrès estime que son titulaire est en état d'« incapacité morale ou physique permanente ».

<sup>7</sup> Voir par exemple : A. M. Delgado, « Centroamérica en el umbral de su primavera de descontento », *El Nuevo Herald*, 6 juillet 2015.

<sup>8</sup> CICIG, « Informe : El financiamiento de la política en Guatemala », Guatemala de la Asunción, 16 juillet 2015 ([www.cicig.org/uploads/documents/2015/informe\\_financiamiento\\_politicagt.pdf](http://www.cicig.org/uploads/documents/2015/informe_financiamiento_politicagt.pdf)).

En mai, le mouvement s'étend au Honduras voisin. Les « marches des torches » quotidiennes réclament elles aussi la démission du président Juan Orlando Hernández, accusé d'avoir financé sa campagne électorale en détournant des fonds de l'Institut hondurien de sécurité sociale. L'instauration d'une Commission des Nations unies contre l'impunité est réclamée.

Au Nicaragua, outre la corruption et l'érosion continue de l'Etat de droit, le projet pharaonique de construction d'un canal interocéanique de 278 kilomètres suscite la colère des quelque 120 000 personnes devant être déplacées et de tous les Nicaraguayens préoccupés par les dommages environnementaux que le canal causerait au lac du Nicaragua, traversé sur plus de 100 kilomètres<sup>9</sup>.

Dans ces trois pays d'Amérique centrale, les opposants « indignés » se mobilisent selon le scénario désormais classique des appels à manifester publiés sur les réseaux sociaux. Comme au Brésil en 2013, les mobilisations initiales sont très suivies mais elles sont aussi fragiles car elles ne disposent pas de relais institutionnels et peuvent à tout moment se désagréger.

Ailleurs en Amérique latine, le climat politique s'est polarisé, soit parce que les pays sont en campagne (Mexique<sup>10</sup>, Argentine<sup>11</sup>, Guatemala, Haïti, Venezuela<sup>12</sup>), soit parce que certaines réformes envisagées suscitent des affrontements.

En Equateur par exemple, les mesures fiscales annoncées en juin par le président Correa (imposition sur les héritages et les plus-values foncières) provoquent une levée de boucliers. La polarisation contraint le président à retirer momentanément ses projets afin de ne pas compromettre la visite du pape (8 juillet). Mais ce retrait ne calme pas l'opposition qui réclame la démission du président. Ce dernier accuse les manifestants de vouloir perpétrer un coup d'Etat, accentuant de fait la polarisation. En Bolivie, le sujet de la réélection indéfinie divise, tandis que des revendications sociales à Potosi se convertissent en pulsions autonomistes<sup>13</sup>.

A toutes ces difficultés, il n'est pas difficile de trouver des causes communes. L'Amérique latine a vu sa croissance ralentir en 2015 pour la cinquième année consécutive. Les difficultés économiques chinoises en 2015 (dévaluations de la monnaie) ont des répercussions négatives partout dans le continent.

Le Venezuela (- 6,7 %), le Brésil (- 2,8 %), l'Equateur (0,4 %) et l'Argentine (1,6 %) sont particulièrement affectés, tandis que l'Amérique centrale (4,1 %), le Mexique (2,2 %) ou la Bolivie (4,4 %) obtiennent de meilleurs résultats<sup>14</sup>. Les gouvernements apparaissent incapables de retrouver des ressorts de croissance, générant l'insatisfaction des secteurs sortis de la pauvreté dans les années fastes et qui y retombent ou craignent d'y retomber.

Mais l'Amérique latine n'est pas seulement victime de la conjoncture internationale et de la baisse des cours des matières premières qu'elle exporte. La crise économique a aussi des origines locales. La hausse des dépenses publiques est particulièrement en cause, et des ajustements douloureux sont à prévoir.

De surcroît, le mécontentement porte aussi et surtout sur la corruption et l'insécurité, deux domaines dans lesquels les politiques publiques peuvent faire la différence. Et de ce point de vue, les opinions publiques ont toutes les raisons de se montrer sévères. Même s'il est difficile de mesurer si la corruption est mieux dénoncée, et donc plus visible, ou si elle est en augmentation, l'Amérique latine est toujours

---

<sup>9</sup> K. Coleman, « What do Nicaraguans think of president Ortega's interoceanic canal ? », *Americas Barometer Insights* 2015, n° 112 ([www.vanderbilt.edu/lapop/insights/IO912en.pdf](http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/IO912en.pdf)). Lire l'analyse de Maya Collombon dans ce volume.

<sup>10</sup> Voir le dossier sur le site de l'Opalc réalisé par María Fernanda López Portillo, María Teresa Martínez et Ingrid Muro : [www.sciencespo.fr/opalc/](http://www.sciencespo.fr/opalc/).

<sup>11</sup> Voir le dossier sur le site de l'Opalc réalisé par Darío Rodríguez : [www.sciencespo.fr/opalc/](http://www.sciencespo.fr/opalc/).

<sup>12</sup> Voir la troisième partie de ce volume.

<sup>13</sup> Le Comité civique de Potosi réclame des travaux d'infrastructure (aéroport international et hôpital, notamment).

<sup>14</sup> Prévisions de croissance de la Cepal pour 2015 : [www.cepal.org/sites/default/files/pr/files/tabla-pib-actualizacion\\_proyecciones\\_oct2015.pdf](http://www.cepal.org/sites/default/files/pr/files/tabla-pib-actualizacion_proyecciones_oct2015.pdf). Les prévisions du Fonds monétaire international sont plus pessimistes encore : -10 % au Venezuela, -3 % au Brésil et -0,6 % en Equateur : [www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2015/02/pdf/tblparta.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2015/02/pdf/tblparta.pdf).

aussi mal classée dans les statistiques internationales et aucun progrès sensible n'est enregistré<sup>15</sup>. L'impunité dont bénéficient des personnalités politiques de premier plan accusées de corruption alimente le rejet croissant de la politique que mesurent tous les instituts de sondage. Dans ce domaine, l'Amérique latine possède une importante marge de progression. Le Brésil et le Guatemala montrent la voie.

Parallèlement, la violence, proportionnelle à la puissance des cartels du narcotrafic, fait des ravages dans de nombreuses grandes villes de la région. L'Amérique latine (surtout l'Amérique centrale) continue d'être la région du monde en paix connaissant les taux les plus élevés d'homicide et de féminicide<sup>16</sup>. Pour autant, certaines villes ont obtenu des résultats spectaculaires, démontrant qu'il n'y a en la matière aucune fatalité. Bogota, par exemple, a su retrouver dans les années 2000 des taux d'homicide inférieurs à 20 pour 100 000 habitants, analogues à ceux qu'elle connaissait avant le pic brutal des années 1990 (90 pour 100 000). San Pedro Sula (Honduras), Ciudad Juárez (Mexique) ou Caracas (Venezuela), trois des villes les plus violentes au monde, doivent pouvoir parvenir au même résultat grâce à un dosage équilibré de politiques préventives et répressives.

A ces difficultés s'ajoute un facteur politique. Dans les pays gouvernés par la gauche, les secteurs conservateurs écartés du pouvoir depuis plus d'une décennie font preuve d'impatience. L'incapacité de la droite à articuler un projet politique alternatif est un handicap face aux électeurs. Les campagnes de déstabilisation s'accroissent, au point que Rafael Correa évoque, non sans raison, une nouvelle guerre froide. Certains secteurs de gauche, de leur côté, n'envisagent pas la défaite et sont prêts à fausser les campagnes électorales pour rendre impossible la victoire de l'opposition. Leurs champions, notamment Evo Morales (Bolivie), Rafael Correa (Equateur) et Daniel Ortega (Nicaragua), ne font pas émerger de successeur, rendant leur permanence au pouvoir indispensable, au prix d'ajustements constitutionnels (réélection indéfinie) ou de manœuvres politiques qui dégradent la démocratie. Hugo Chávez, n'avait que très tardivement, et peut-être imprudemment, intronisé Nicolás Maduro. Le Venezuela s'enfoncé depuis dans la crise. Dans ces pays, il suffit d'un modeste déclencheur, à l'image de la réforme fiscale en Equateur, pour jeter dans la rue des secteurs de la population avides de changement. Les mobilisations et la crise de gouvernabilité ont à leur tour un coût économique qu'il faudra évaluer en 2016.

Tel est le sombre contexte que ce LAPO 2015 évoque dans ses diverses contributions.

La première partie – « L'Amérique latine dans l'actualité » – se penche sur le Venezuela, la Colombie, Cuba, l'Argentine et le Nicaragua. La deuxième – « L'Amérique latine face à l'histoire » – met en perspective la violence au Mexique, la démocratie au Brésil et en Uruguay, et les relations entre l'Amérique latine et le monde arabe. La troisième partie – « L'Amérique latine aux urnes » – propose une approche comparative des élections locales au Mexique et au Venezuela et nationales au Guatemala et en Argentine. Enfin, le dossier de cette « Année politique de l'Amérique latine 2015 » s'attarde cette année sur l'industrie extractive.

---

<sup>15</sup> Voir l'indice de perception de la corruption de Transparency International sur le site : [www.transparency.org](http://www.transparency.org).

<sup>16</sup> Voir par exemple UNODC, *Global study on homicides* ([www.unodc.org/gsh/](http://www.unodc.org/gsh/)).